

R E S U M E

an									a/a
Datum									
Visa									
EDA									
Ref. p. A. 21. 31.									

RP no 9

BY/rr

Bucarest, le 17 août 1981

Universiades '81 : le "Persépolis roumain"?

La cassure économique-politique qui est en train de se produire en Roumanie impose la question: quo vadis România?

Les symptômes de la crise sont les mêmes que ceux bien connus de Pologne. Ces similitudes pourtant s'arrêtent là. L'atavisme du peuple roumain et la dictature totalitaire qui le régit expliquent sa différence de comportement. Aucun courant social organisé n'est en vue qui osera se lever et dire une fois non aux abus du pouvoir familial du Président Ceaușescu.

En prévision de temps plus durs, le Roumain va devoir continuer à courber l'échine, conscient qu'il est de la situation géographique défavorable qu'il l'a placé à côté de l'URSS, qu'il maudit, mais qui se vengerait sans hésiter de la moindre incartatade. Les éruptions de colère populaire seront vite réprimées. Le système est plus fort et même l'après-Ceaușescu n'y changera rien. Une sorte de fatalité et de malédiction pèse sur ce peuple né pour subir et souffrir.





RP no 9

BY/rr

Bucarest, le 17 août 1981

"Ça va mal avec le mal,  
mais cela pourrait être  
pis sans le mal"...

P. Istrati

### Universiades '81 : le "Persépolis roumain"?

Les jeux universitaires tenus à Bucarest à mi-juillet, présentés comme un grand prestige personnel pour le Président Ceaușescu et pour les couleurs roumaines (2èmes au palmarès des médailles, dévaluées en fait par diverses intrigues, derrière l'URSS et devant les Etats-Unis), ne préfigurent-ils pas par leurs excès et les sacrifices imposés à la population, une sorte de "Persépolis roumain", dont le pendant iranien avait tout à la fois célébré l'apogée du Chah et sonné le glas de son empire?

Comparaison n'est certes pas raison! Mais en l'occurrence, cette question implique d'abord que l'on s'interroge sur la signification de la "voie roumaine" présentée officiellement comme une "étroite interdépendance entre la politique intérieure et étrangère" du parti et de l'Etat. Dans la pratique cette voie subordonne la politique extérieure, imprégnée historiquement d'une profonde aspiration à davantage d'autonomie, à l'intérieure, coulée dans le moule stalinien de la dictature sur le prolétariat. Cette caractéristique n'a guère d'équivalent dans le monde où partout la politique étrangère apparaît comme l'instrument, le prolongement de la politique intérieure des Etats.

Mais en Roumanie, la situation socio-économique interne constitue la clé de voûte du système. De prime à bord, cette situation paraît normale. Le visiteur fraîchement débarqué qui s'attend au pire est "déçu en bien". Les rues sont pleines de monde, habillé "correctement", comme les magasins et les restaurants.

Certes, il aperçoit des "queues" (dénommées plus scientifiquement files d'attente), mais elles le confirment qu'il se trouve bien dans un pays de l'Est.

./..

Les apparences sont on s'en doute trompeuses et un oeil averti aura tôt fait de constater les failles béantes du socialisme de la disette. La crise polonaise, vécue quotidiennement à l'ouest grâce à la télévision, l'a accoutumé aux paramètres de la société communiste, à la "médiocratie", où le gris s'entremêle à l'ennui mortel des masses, et où règnent, dans une sorte d'état d'urgence permanent, la pénurie partagée (qui singe tristement l'égalité), les files d'attente (qui hantent impitoyablement leur vie journalière leur infligeant un sentiment cuisant de leur propre impuissance), la servilité et la nullité rampantes, le conformisme et la culture momifiée, et la peur continuelle du pire. En un mot, pour le prendre de A. Zinoviev, notre visiteur parcourt les vestiges d'une société dominée par le dicton: "chacun séparément contre, mais tous ensemble pour".

Ces symptômes d'une crise latente ajoutés à la chute libre de la croissance économique (2,5 % en 1980; 6,2 % en 1979 et 10 % entre 1970-1978) et aux difficultés du commerce et de l'endettement extérieurs (estimé à 11 milliards de dollars et qui continue à croître malgré le serment solennel du Président), donnent à penser que la Roumanie sera le prochain homme malade de l'Est à souffrir du bacille polonais.

A part le fait important en soi que cette assertion était impensable il y a un an, les similitudes avec la crise polonaise s'arrêtent là. L'atavisme du peuple roumain et la dictature totalitaire qui le régit expliquent sa différence de comportement.

A la vieille mentalité daco-sarmate - sorte de fatalisme obtus, fait moitié d'ignorance craintive et moitié d'opportunisme retors qui a poussé tant de fois le peuple roumain à la servilité et à la cruauté s'est greffée la tradition historique de soumission envers une autorité temporaire. Vivre sous une administration étrangère était la principale accoutumance existentielle des autochtones; éternels vaincus, éternels objets d'une histoire qui les menaçait d'annéantissement aussitôt qu'ils tentaient d'en devenir les sujets, les Roumains se sont faits à la servitude et à l'immaturité politique. Mais ce qui autrefois n'était que ruse de guerre s'est mué aujourd'hui en une attitude existentielle spécifique les prédisposant à la passivité et à l'expectative.

- 3 -

Le communisme qui n'a jamais signifié autre chose que stalinisme et occupation a facilement pris corps sur ce fond en minant la résistance des masses roumaines par la pénurie générale et la répression systématique. La révolution que l'on continue de proclamer du haut des tribunes par de lancinants et répétés exercices verbaux et des litanies hallucinogènes dans lesquelles la démagogie de l'amélioration est préférée à l'amélioration réelle n'a en fait que rétabli le servage.

La planification - de la consommation à un niveau juste suffisant pour entretenir la force de travail - s'est érigée en dictature économique mettant en place une économie pharaonique où le surplus de force musculaire pallie le déficit de mécanisation (aucune entreprise industrielle n'a été supprimée en trente ans pour cause de non-rentabilité: seuls sont abandonnés les projets irréalisables d'un point de vue technique). Les exportations dépassent les possibilités du pays, négligeant sciemment la demande du marché intérieur. Le chômage larvé s'accroît de pair avec la délinquance juvénile. L'agriculture après les bouleversements révolutionnaires ne produirait aujourd'hui que le tiers de sa production potentielle; la récolte de maïs de cette année est catastrophique.

Avec un pays gouverné comme une société secrète, l'infaillibilité du dirigeant suprême équivaut à l'infaillibilité du système. Dès que des erreurs incontestables se font jour, le pouvoir doit les attribuer à quelques imperfections humaines. Après des années de terreur, de contrainte, de nivellement forcé, l'on est arrivé à l'annéantissement de toute solidarité sociale (seuls survivent les liens familiaux) et à l'atomisation de la population. Possédée au sens propre du mot par le parti, dont une minorité jouit de privilèges intransmissibles rattachés à la fonction, aliénée, dépersonnalisée, endoctrinée, cette population vit actuellement une terreur douce, une horreur supportable, poussée en direction de "l'homme nouveau", dans un climat d'autorité paternaliste s'appuyant sur des organisations de masse, véritables annexes de la dictature. Dans la "Cité totale", la "securitate" et la "militia" sorte de bobby armé et muni de talkie-walkies, ou si l'on préfère de gardien de la paix (celle des cimetières), exercent en sus du monopole de la violence punitive la fonction préventive de traquer l'état d'esprit de la population.

./....

Dans cet univers kafkaïen, l'individu, reconnu que comme fonction de la collectivité par le totalitarisme, bute en outre à longueur de journée contre la bureaucratie, caractéristique non spécifique mais principale de la société communiste. Sur le plan métaphysique, il se trouve soumis au lien fondamental entre le totalitarisme et la mort, et au risque quotidien de l'écart réprimable à la norme, arbitraire. Seules quelques personnes ont le sentiment que l'ordre social est injuste. Encore le ressentent-elles non comme une injustice de la société mais comme une injustice qui les concerne personnellement. On en voit l'avantage pour le système.

Cette radioscopie de la Roumanie devrait suffire à convaincre de la pesanteur donc de la stabilité du système, cimenté par l'idéologie omniprésente. Espérer dans ces conditions pouvoir changer le mode de vie du pays en y changeant la forme du pouvoir est absurde. Il convient de réaliser que cela ne pourrait se faire qu'en changeant toute la société, ou plus exactement en détruisant le pays et en reconstruisant sur ses ruines une société d'un tout autre type.

Il est facile de comprendre qu'un tel changement est impensable en Roumanie dont la position difficile est bien comprise dans la petite annonce humoristique (rêvée) de Scînteia, organe du PCR: "Echangerais haute conception idéologique contre situation géographique favorable". Cet aspect géo-stratégique dont le plus simple citoyen possède une claire vision se double d'un sentiment de haine réciproque entre Roumains et Russes qu'une haute personnalité intellectuelle locale m'a qualifié de comparable, du côté soviétique, à de l'antisémitisme. La haine des Roumains est plus grande que celle des Polonais déjà conquis et pacifiés dans le passé, ce qui n'a jamais été le cas de la Roumanie. Chacun sait ainsi qu'à la moindre incartade, l'URSS interviendrait brutalement et sans faire preuve de la même hésitation qu'en Pologne, m'a-t-il encore déclaré. Mais tenant compte des réalités, n'est-on pas en droit de se demander si les émules roumains de Staline ne seraient pas dans le fond des imposteurs et les chefs véritables d'une colonisation intérieure déguisée? Alors la docilité exigée de ce peuple, son "silence patriotique" échangé contre le "silence idéologique soviétique", n'aurait plus de raison d'être et les subterfuges du pouvoir découverts? Les "à quoi bon" d'un nombre croissant de Roumains face à la politique mégalomane extérieure du Président, qui font qu'ils se demandent s'il ne serait pas préférable d'être occupé pour pouvoir jouir de plus de liberté

- 5 -

(comme les Hongrois) et avoir d'avantage à manger, méritent d'être pris en considération. Seule pour l'instant la haine des Russes a empêché cette remarque de faire son chemin. En sera-t-il toujours ainsi?

Sans esprit de révolte collectif, déprimé encore plus par la désillusion que lui inspire le cours utopique et sans issue du "renouveau" en Pologne, qui a la "vocation du suicide" selon cette même personnalité, le peuple roumain simple et satisfait de peu s'apprête à vivre des temps encore plus durs: son ravitaillement devient de plus en plus précaire, la pénurie alimentaire (manque de sucre, de farine, d'huile, de café, de viande), la hausse sournoise des prix (15-20 % d'inflation) et des ruptures prévisibles de gaz et d'électricité vont continuer à le mobiliser dans une sorte d'opération survie dont il a le secret. La résistance passive au régime devrait augmenter tout comme le système "D". Des sabotages ne sont pas à exclure. Des éruptions de colère populaire non plus (on en signalerait déjà quelques-unes) qui seront irrémédiablement réprimées.

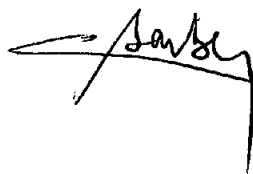
Malgré la "cassure" du système économique-politique qui est en train de se produire et dont me parle mon interlocuteur, l'on ne discerne guère pour le proche avenir de mouvement organisé décidé et capable de renverser ouvertement le cours des choses. Les syndicats roumains n'ont aucune tradition comparable à celle des Polonais, même si la classe ouvrière prend lentement conscience de son nombre, donc de sa force. Et l'église orthodoxe, refuge des âmes simples, ne prend guère la direction d'un soutien social de ses fidèles, bien au contraire... Resterait une lutte interne entre diverses factions du Comité central opposées davantage au cours économique qu'à la politique extérieure du Président Ceaușescu. Sa domination familiale et le népotisme byzantin qu'il fait régner, empêchent là aussi de voir d'où viendrait une véritable fronde et ce qu'elle pourrait offrir, si ce n'est un resserrement politique plus marqué avec Moscou, un peu comme celui qui est déjà perceptible sur le plan économique avec le Comecon.

Alors, quo vadis România? Nul ne sait. Même l'après-Ceaușescu ne devrait rien y changer. Une sorte de malédiction et de fatalité pèse sur ce peuple né pour subir et souffrir dans le "Sparte des Balkans".

./.....

- 6 -

En conclusion, j'aimerais citer une autre réflexion du grand écrivain roumain, Panaït Istrati, valable aussi pour nous autres Suisses: "... Celui qui souffre moins du joug que de la perte de la liberté, qu'il reste enchaîné. Je n'irai pas l'en tirer. La liberté demande à être défendue: et je ne sais qui haïr, qui mépriser davantage, celui qui supprime la liberté ou celui qui a peur de la défendre".

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Sartre', with a horizontal line crossing through it.